

## La politique de Collaboration

### Document 3

---

#### **3 – Pierre Laval expose la situation intérieure et extérieure de la France, 5 juin 1943, brochure imprimée, ADH, 59 W 108**

---

Pierre Laval, nommé ministre d'Etat le 23 juin 1940, milite pour l'obtention des pleins pouvoirs au maréchal Pétain le 10 juillet 1940. Après la mise en place du gouvernement de Vichy, il devient vice-président du Conseil. La France s'engage alors dans une politique qui tient d'abord à la nécessité d'une entente franco-allemande ce qui signifie donner des gages de bonne volonté à l'Allemagne nazie et collaborer.

Dans cet esprit, Laval prépare l'entrevue entre Pétain et Hitler dans la commune de Montoire (Loir-et-Cher), le 24 octobre 1940. C'est le début de la politique de Collaboration. Elle résulte d'une initiative de Vichy. A l'automne 1940, les décideurs du régime sont convaincus que rien ne peut arrêter la puissance de l'Allemagne nazie, qu'un nouvel ordre européen est en train de naître et que la France doit se préparer au rôle que les conditions de paix avec l'Allemagne lui reconnaîtront dans le futur. On se persuade que faire un pas en direction des Allemands sera reçu comme un geste de bonne volonté et de réconciliation. La rencontre Pétain-Hitler permet de présenter l'État français comme un État indépendant. L'accord de Montoire confère à l'Etat français le statut d'allié de ceux qui s'affirment comme les futurs maîtres de l'Europe.

Pierre Laval met aussi en place la politique de la Révolution nationale qui entraîne le changement des institutions françaises dans un sens autoritaire, c'est la fin de la démocratie. Il fut le grand artisan de la Collaboration. Un temps écarté du pouvoir, il est rappelé aux affaires en avril 1942 à la demande des Allemands. A partir de cette date, il cumule les ministères de l'Information, de l'Intérieur et des Affaires étrangères. La Collaboration s'accroît. Dans un discours prononcé le 22 juin 1942, Laval précise : « Je souhaite la victoire allemande parce que sans elle, le bolchevisme demain s'installera partout ». Il la légitime dans des documents de propagande en mettant en avant les menaces que feraient planer sur la France les bolcheviques. La Révolution russe de 1917 hante les mouvements nationalistes durant l'entre-deux-guerres. Ils sont persuadés qu'un complot « judéo-bolchevique » existe pour construire un régime communiste sur le sol français. Pierre Laval affirme que seul le programme de la Révolution nationale et la politique de la main tendue à Hitler pourraient empêcher ce basculement. A la fin de la guerre, Pierre Laval est jugé par la Haute Cour de justice. Il est condamné à mort et exécuté le 15 octobre 1945 dans l'enceinte de la prison de Fresnes.